

<https://acdn.net/spip/spip.php?article86>



La Lettre N°8

La conférence sur le Traité de non-prolifération se termine sans accord.

- Accueil - Actualités - Les lettres d'ACDN -

Date de mise en ligne : vendredi 27 mai 2005

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

La mobilisation de la société civile internationale -plus de 1000 "Maires pour la paix" soutenant la "Vision 2020", plus de 100 villes et plus de 1000 ONG représentées à la 7e Conférence de révision

du TNP- aura donc été vaine. La responsabilité de cet échec retombe toute entière sur les cinq Etats nucléaires parties au TNP, ou plus précisément sur leurs dirigeants qui se refusent à toute négociation susceptible de les conduire à terme à l'élimination de leurs arsenaux nucléaires. L'abstinence nucléaire est bonne pour les autres, pas pour eux. On s'attendait à une telle attitude de la part des Etats-Unis, dont la faute est particulièrement lourde. Mais on pouvait espérer une autre attitude de la part de la France : son président et sa diplomatie se disent attachés au droit international, indépendants, et non inféodés aux Etats-Unis comme on soupçonne de l'être tel autre de leurs alliés au sein de l'OTAN.

Félicitations donc au président de la République et à la diplomatie française.

Ce n'est pourtant pas faute de les avoir alertés et conjurés, depuis des semaines, des mois et des années, de faire ce qu'il fallait pour éviter cet échec. (...)

Sans même remettre en cause sa stratégie nucléaire -par ailleurs aberrante- la France pouvait faire un geste qui ne lui aurait pas coûté grand chose : proposer une rencontre des cinq Etats nucléaires pour initier enfin les négociations qu'exige l'article 6 du TNP en vue de réaliser le désarmement nucléaire. Elle le pouvait encore in extremis, vendredi 27 mai, pendant la dernière journée de la Conférence. Ce geste lui a été demandé ainsi qu'à l'ambassadeur du Royaume-Uni, par les associations abolitionnistes françaises, britanniques et internationales. (...)

L'immobilisme de la France n'a donc aucune excuse. "Respect du droit international" -donc engagement des négociations- ou "permanence de la dissuasion nucléaire" : ce sont les termes mêmes du président de la République dans son discours du 8 juin 2001 à l'I.H.E.D.N. Je les avais cités le 4 mai pendant l'audience accordée aux associations françaises par M. Rivasseau et ce dernier nous en avait confirmé l'actualité, tout en s'efforçant d'en masquer la radicale contradiction. Le président de la République a donc choisi de rejeter le premier terme au profit du second...

Saintes, le 28 mai 2005

Jean-Marie Matagne
président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire
acdn.france@wanadoo.fr

La conférence sur le Traité de non-prolifération se termine sans accord

27/05/2005 - AFP - La conférence sur le Traité de non-prolifération

La conférence sur le Traité de non-prolifération se termine sans accord.

nucléaire (TNP) a pris fin vendredi après-midi sans accord sur les moyens d'empêcher la dissémination d'armes atomiques.

Son président, le diplomate brésilien Sergio Duarte, a déclaré la conférence close, lors d'une séance plénière au siège de l'Onu à New York.

Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei, a qualifié de "désolant" l'échec de cette conférence, qui était censée revigorer un TNP que beaucoup jugent menacé d'obsolescence.

"Au bout d'un mois, la conférence se termine là où elle avait commencé, c'est-à-dire sur un système plein de trous, affaibli, et sans feuille de route pour le réparer", a-t-il déclaré à l'AFP au téléphone depuis Vienne.

M. ElBaradei a jugé "désolant" que "les participants n'aient pas été prêts à s'entendre et à réparer le système".

Il a affirmé que des questions comme le renforcement du contrôle de la fabrication de combustible nucléaire qui peut être utilisé à des fins pacifiques mais aussi pour fabriquer des armes, ainsi que l'imposition d'un meilleur respect des garanties prévues par le TNP "devaient être traitées au plus haut niveau politique".

"J'aimerais que le sommet de septembre, qui va discuter (à New York sous l'égide de l'Onu, NDLR) d'un rapport sur la gouvernance globale, examine ces questions", a-t-il ajouté.

"Nous devons tirer la leçon de cette conférence" des 188 Etats membres, à laquelle 150 ont participé depuis le 2 mai. "Les chefs d'Etat ou de gouvernement doivent s'engager directement", a-t-il poursuivi, notant qu'aucun des cinq Etats nucléaires membres du TNP (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) n'avait dépêché son ministre des affaires étrangères à la conférence.

Les participants n'ont pas pu trouver d'accord dans les trois comités représentant les trois piliers du TNP - le désarmement, les garanties sur les programmes nucléaires nationaux et l'emploi pacifique de l'énergie nucléaire.

Cet échec intervient à un très mauvais moment dans la lutte contre la prolifération alors que les inquiétudes internationales ne cessent de croître autour des programmes nucléaires nord-coréen et iranien et des activités de réseaux internationaux de trafic de matières nucléaires.

La Corée du Nord est sortie du TNP en 2003 et affirme avoir déjà mis au point des armes nucléaires.

La conférence sur le Traité de non-prolifération se termine sans accord.

L'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne tentent depuis fin 2004, au nom de l'Union européenne et par la voie diplomatique, d'obtenir de l'Iran des garanties qu'il ne fabriquera pas la bombe atomique. Ils insistent pour qu'il renonce à ses activités d'enrichissement de l'uranium.